



M. le Ministre / Sur  
son mail

N° 06/47/SP.3/14

DP : CAB/1 - DG7/4

CC : CAB/2 - SG/4

Diffusion : Restreinte

Transmission : Urgente

CONFIDENTIEL

**Objet:** Rencontre avec le Directeur des Nations Unies au Quai d'Orsay.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'Ambassadeur de Sa Majesté le Roi en France a tenu, le 20 janvier 2014, une réunion avec M. Nicolas de Rivière, Directeur des Nations Unies au sein du Ministère des Affaires Etrangères.

A cette occasion, le responsable français a remercié notre pays pour la coopération engagée au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU. Il s'est félicité du rôle modérateur qu'a joué le Maroc notamment comme point d'entrée de la Ligue arabe au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU. M. De Rivière a fait savoir qu'il compte effectuer une visite au Maroc durant les prochains mois pour faire le point avec ses homologues sur les prochaines échéances. Il ressort de cette rencontre les éléments d'information suivants:

**I- Question Nationale:**

Au sujet de l'évolution du processus onusien

- M. de Rivière a fait savoir que la configuration actuelle du Conseil de Sécurité paraît être plus favorable pour notre pays. Tout en relativisant l'hostilité qui pourrait provenir du Nigéria, le responsable français a mis en avant le rôle positif que pourrait jouer la Jordanie.
- M. De Rivière a, en outre, indiqué que la question nationale à l'ONU tend à être abordée à deux niveaux. En plus de la recherche d'une solution politique, les provinces du Sud sont devenues l'otage des questions annexes et périphériques, notamment de la question des droits de l'homme.
- Afin de répondre à cette évolution, le responsable français a mis en avant les bénéfices que pourraient tirer notre pays d'une stratégie basée sur « plus de réformes en interne, et plus de communication à l'échelle internationale ». Il a fait savoir qu'une telle stratégie, permettra d'aider les amis du Maroc aux Nations Unies. (le responsable français a utilisé les termes suivants « aidez nous à vous aider »).
- M. De Rivière a également suggéré d'entreprendre des démarches au niveau multilatéral en invitant les rapporteurs spéciaux des Nations Unies, malgré les critiques qui pourraient résulter de leurs rapports. Pour M. De Rivière, ces actions, uniques dans la région, seraient appréciées positivement par la communauté internationale.

Une invitation pourrait également être adressée à Mme Navanethem Pillay, Haut-Commissaire pour les Droits de l'Homme des Nations Unies.

- En plus de cette stratégie, et afin d'aborder avec plus de sérénité les échéances du mois d'avril (rapport, et résolution), le responsable français a conseillé d'éviter, autant que possible, tous les sujets de frictions qui existent avec la MINURSO.

Il a fait savoir que toute action de communication sur les efforts du Maroc en matière de droits de l'homme (CNDH; CESE; justice ect...), notamment auprès des ONGs, et toute nouvelle initiative dans ce sens, permettraient d'aller davantage vers une résolution favorable du Conseil de Sécurité de l'ONU.

### Au sujet de M. Ross

- M. De Rivière a indiqué que la France entretient « de bonnes relations amicales » avec l'Envoyé Personnel du Secrétaire Général de l'ONU, M. Christopher Ross. Il a qualifié M. Ross de « professionnel, sérieux et de fin connaisseur de la région et de la question nationale ».

Le responsable français a ajouté que la diplomatie des navettes est « finalement la seule chose que M. Ross peut faire dans le contexte actuel ». Lors de sa récente visite à Paris, M. Ross a confié que les négociations de Manhasset « ne servent pas à grand-chose » et que sa mission reste tributaire des relations entre le Maroc et l'Algérie.

- Le responsable français a, en outre, conseillé à notre pays de poursuivre la coopération avec M. Ross et de lui réserver « le meilleur accueil possible » lors de sa prochaine visite au Maroc prévue durant le mois de février prochain.

Il a indiqué que, comme tous les précédents Envoyés personnels, M. Ross traverse « un moment de doutes » lié au blocage que connaît la question nationale mais que ce dernier est conscient du fait que son mandat est d'œuvrer « vers une solution politique » et non sur la question des droits de l'homme.

### Au sujet de la démarche de la Présidente de la Commission de l'UA

- M. De Rivière a fait savoir que Mme Zuma a émis le souhait d'auditionner l'Envoyé Personnel du Secrétaire Général de l'ONU pour le Sahara. Il a indiqué, que lors de la récente visite de M. Ross à Paris, les autorités françaises ont émis des doutes sur l'initiative de Mme Zuma et ont précisé que l'UA gagnerait à s'investir davantage dans d'autres crises africaines.

*pas d'accord*

- Le responsable français a fait savoir qu'il « n'est pas anormale que l'Union Africaine s'occupe d'un conflit qui se situe sur le continent africain, mais que le leadership actuel de l'UA n'est pas en faveur du Maroc ». Il a indiqué que la réflexion est en cours en vue de déterminer la meilleure manière pour répondre à l'initiative de la Présidente de la Commission de l'UA.

## II- Questions d'actualités internationales

### Syrie/Conférence de Genève II

- M. De Rivière a indiqué que la France accorde une grande importance à la tenue de la Conférence de Genève II. Il a indiqué que le Ministre français des Affaires Etrangères représentera la France à cette conférence.

Le responsable français a fait savoir qu'aucune assurance sur le respect de Genève 1 n'a été donnée lorsque le Secrétaire Général de l'ONU, en accord avec les Etats Unis d'Amérique, a adressé une invitation à l'Iran pour participer à Genève II. Il a fait savoir que cette invitation a fragilisé la Coalition syrienne qui repose sur un « équilibre fragile » issu de la réunion d'Istanbul.

Le responsable français a souligné qu'ignorer l'Iran dans le cadre de Genève II « n'est pas une bonne chose mais que l'enjeu actuel est dans un premier temps d'amorcer le processus ».

- M. De Rivière a fait savoir que la tenue d'élections présidentielles en mai 2014 en Syrie aurait peu de signification car celles-ci seraient probablement biaisées et ne refléteraient pas la réalité du terrain. Pour la France, il conviendrait de donner davantage la priorité au processus de Genève avant d'organiser des élections présidentielles.

### Centrafrique déploiement d'une Opération de Maintien de la Paix

- Le responsable français s'est félicité de l'envoi par notre pays d'un contingent en Centrafrique. Il a souligné que « toute l'aide que pourra apporter le Maroc est la bienvenue ».

- M. De Rivière a indiqué que la situation s'améliore sur le terrain malgré les difficultés rencontrées par l'opération militaire française en Centrafrique. Tout en se félicitant du déploiement des forces africaines, M. de Rivière a fait savoir que l'UA ne dispose pas des capacités financières et logistiques pour poursuivre sa mission en Centrafrique et assurer la transition politique.
- A cet égard, le responsable français a précisé que l'enjeu actuel est de faire évoluer la MISCA en mission de maintien de la paix et « de convaincre l'UA d'évoluer sans perdre la face ». Il a indiqué que le Commissaire pour la paix et la sécurité de l'UA a reconnu les difficultés rencontrées par son organisation en RCA et a souligné que ce type d'opération est du ressort de l'ONU.

#### Evolution de la situation au Mali et rôle de l'Algérie

- M. de Rivière a souligné que la situation s'est nettement améliorée depuis l'intervention de l'armée française au Mali. Il a indiqué que la menace terroriste a diminué (mais existe toujours) et que la situation politique a été « clarifiée ». Il a toutefois insisté sur l'importance de maintenir la mobilisation humanitaire au profit de la population malienne et d'encourager le nouveau président malien.
- Le responsable français a mis en avant l'importance pour les autorités maliennes d'œuvrer vers une réconciliation nationale globale avec le Nord afin d'éviter de nouvelles tensions conformément à la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU. Il a indiqué que les « dividendes de la paix doivent avoir des retombées sur l'ensemble du territoire malien y compris au Nord » malgré le coût financier élevé pour la construction des infrastructures de bases dans les grandes villes du Nord.
- M. De Rivière a qualifié de « positif et constructif » le rôle joué par l'Algérie au Mali depuis la dernière année. Il a salué le rôle joué par l'Algérie pour la réconciliation nationale malienne en rappelant l'importance d'organiser une réconciliation nationale « globale et inclusive ».

#### Situation en Libye

- Le responsable français a indiqué que le Ministre français des Affaires Etrangères est très inquiet de la situation en Libye où tous les éléments sont réunis pour l'émergence d'une situation chaotique.
- Tout en marquant la bonne volonté des autorités libyennes, M. De Rivière a fait savoir que celles-ci ont très peu de contrôle de la situation sur le terrain. Il a émis le souhait de voir la Libye devenir un sujet fédérateur pour la mobilisation de la coopération maghrébine et arabe.

#### Prochain Sommet de la Francophonie et nouveau Secrétaire Général de l'OIF

- M. De Rivière a fait savoir que le prochain Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie, qui aura lieu à Dakar, se déroulera « sans trop de difficulté » car le Sénégal incarne un exemple d'alternance démocratique. La thématique de la jeunesse a été retenue pour le prochain sommet de l'OIF.
- Le responsable français a ajouté que la désignation d'un prochain Secrétaire Général de l'OIF se fera de manière informelle en amont du Sommet de Dakar. Plusieurs candidatures seraient actuellement en cours de discussions dont notamment celles du Président Libanais Michel Souleymane et de l'ancienne Gouverneur Générale du Canada, Mme Michaëlle Jean. Pour la France, il conviendrait de désigner une personnalité de rang de chef d'Etat, qui puisse avoir accès aux grandes personnalités internationales.



Le Ministre Conseiller

*Y. Ramzi*  
Y. RAMZI